



ENTRETIEN

ÉTIENNE WALKER : IL SE DESSINE UNE « POLITISATION DU PROCHE »

Étienne Walker est maître de conférences en géographie à l'Université de Caen Normandie et membre du laboratoire Espaces et Sociétés - UMR 6590 ESO

Le mouvement des Gilets jaunes était-il une révolte du périurbain? Qui était présent sur les ronds-points le 17 novembre 2018? Étienne Walker offre un regard précis sur les ressorts d'une mobilisation unique en son genre et tisse les liens entre lieux de mobilisation, revendications et sociologie des mobilisés.

A-t-on assisté à une “révolte de la France périurbaine” au lancement du mouvement?

Une révolte *en* France périurbaine? Je dirai que non. On est déjà, au lancement du mouvement, sur une géographie urbaine, ou plutôt « infra-urbaine », on pourra y revenir. Une révolte *de* la France périurbaine, au sens où on rattache les Gilets jaunes (GJ) mobilisés dès novembre 2018 à leur lieu de vie et notamment de résidence, c'est-à-dire là où ils se sentent sans doute davantage appartenir? Alors je dirai que oui. Et pour prouver cela, il faut enquêter auprès des participants et poser cette question du lieu de résidence (voire du lieu de travail, car celui-ci peut aussi constituer un espace structurant, chargé de sens, notamment pour les GJ). C'est ce qu'on a fait entre novembre 2018 et mars 2019, avec près de 80 collègues, titulaires ou non¹, d'étudiants aussi, d'une quinzaine d'universités différentes, autour de Magali Della Sudda, en passant un questionnaire qui posait explicitement la question du lieu de résidence dans plus d'une centaine de lieux appropriés par les GJ, répartis dans 27 départements différents de France métropolitaine. Ce qui ressort des près de 1 500 questionnaires, que l'on a notamment travaillé avec Pierre Blavier, c'est que 37 % des enquêtés en novembre, et 40 % des enquêtés sur les ronds-points, investis plutôt au début du mouvement, habitent dans les espaces périurbains. J'entends ici « périurbain » au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), c'est-à-dire toutes les communes qui sont polarisées du point de vue de l'emploi par une assez grande ville avec des migrations pendulaires quotidiennes. Pour préciser, il s'agit de toutes les communes dans lesquelles on a au moins 40 % de la population qui travaille dans une voire plusieurs unités urbaines regroupant chacune au moins 10 000 emplois. Cette proportion, il faut bien

¹ à l'échelle nationale et via Jaune vif, voir www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2019-5-page-869.htm

« À LA LOGIQUE
DE CONTRAINTE
AUTOMOBILITAIRE
EXACERBÉE CHEZ
LES PÉRIURBAINS,
S'ADJOINT UNE LOGIQUE
DE "DÉCLASSEMENT"
VRAISEMBLABLEMENT
VÉCUE »

sûr la rapporter au fait qu'en France métropolitaine, selon cette définition toujours, « seulement » un quart de la population réside dans cet espace périurbain.

Mais si c'est une révolte périurbaine, c'en est aussi une « de la France infra-urbaine » : les GJ de novembre ou mobilisés sur les ronds-points résident pour un peu plus d'1/5^e dans des communes urbaines de moins de 10 000

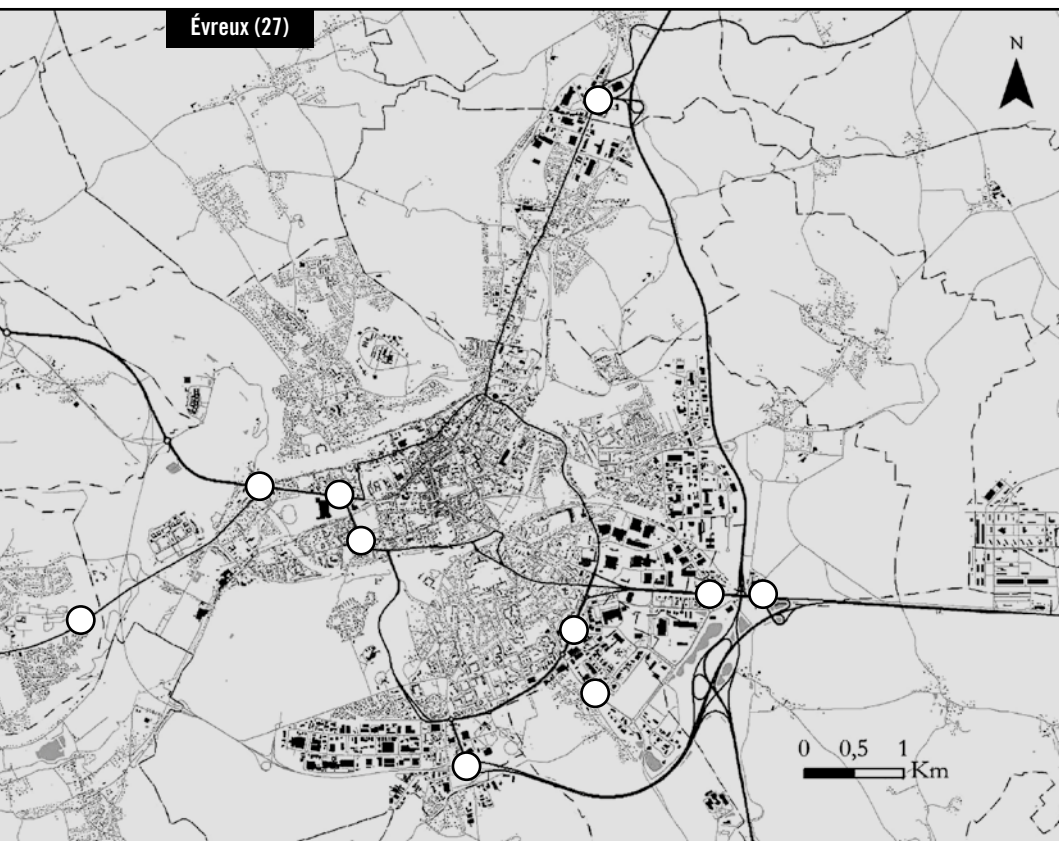
habitants, des « petites villes », de plus en plus reléguées dans les dynamiques de métropolisation, contre environ 1/8^e à l'échelle de la population française métropolitaine, toujours en date de 2018. Donc à la logique de contrainte automobile exacerbée chez les périurbains, nécessairement très mobiles, s'adjoint une logique de « déclassement » vraisemblablement vécue, avec un déclin démographique ou économique, ou la fermeture de services publics, qui touchent nombre de petites villes.

Pour autant, ces parts de périurbains et d'habitants des petites villes vont decrescendo : en mars, il n'y en a plus que 20 % et 12 % respectivement parmi les GJ enquêtés, au profit de GJ de plus en plus urbains et même métropolitains, en lien avec l'évolution des cadrages et des modes d'action dans le mouvement.

Que disent les lieux de mobilisation et les lieux de résidence des gens qui se sont mobilisés au début du mouvement ?

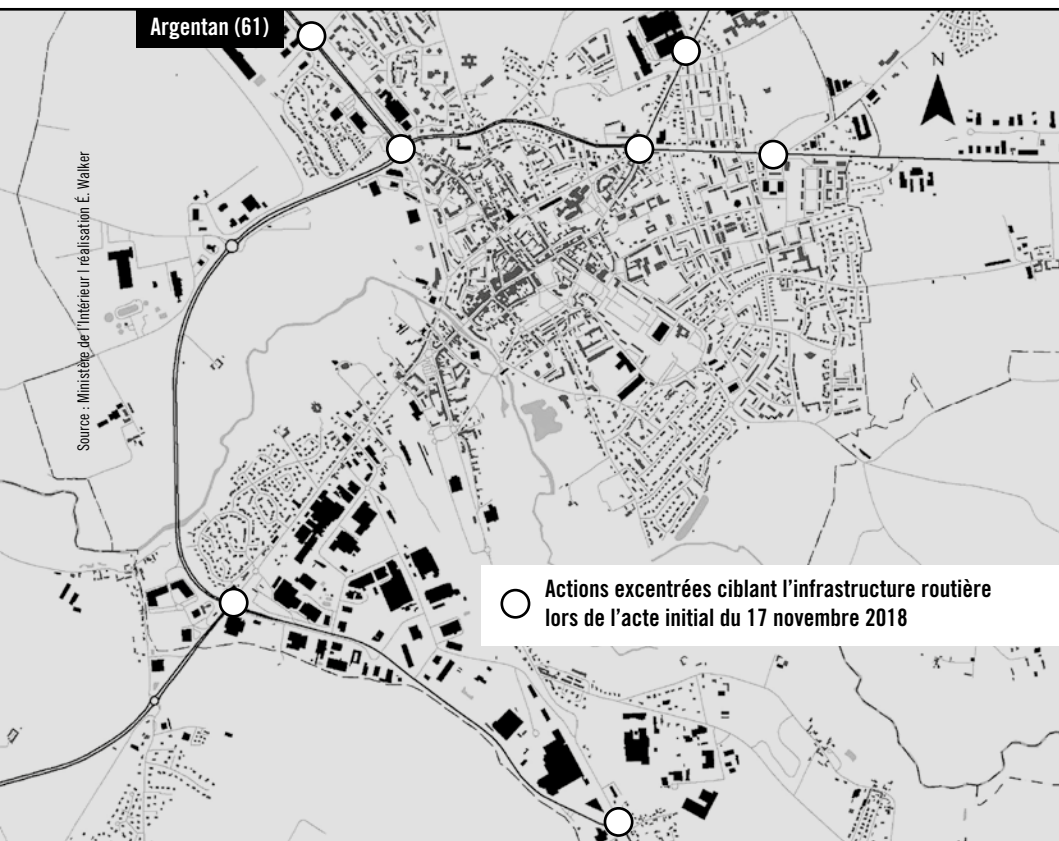
Les lieux de mobilisation, au début du mouvement sont très majoritairement liés à l'infrastructure routière, plutôt en marge des villes-centres ou des villes isolées dans le cas des petites communes urbaines. Ce sont des ronds-points, occupés dès le début du mouvement pour filtrer voire bloquer les flux automobiles, et donc de travailleurs et de marchandises, bien sûr, mais aussi des ponts, des bretelles d'accès aux voies rapides, des tunnels ou encore des passages à niveau, stratégiques et relativement faciles à investir. Très rapidement aussi, ce sont des péages, des parkings

payants et des radars routiers, avec des opérations « péage » ou « parking gratuit » ou encore des « opérations escargot », avec des détériorations matérielles mais aussi plus simplement des actions consistant à simplement aveugler les radars. Cette géographie en dit long sur les revendications : le rejet de la contrainte mobili-taire tout d'abord, que ce soit du fait de l'augmentation de la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) ou du durcissement du contrôle technique et du passage aux 80 km/h sur le réseau secondaire rien qu'en 2018, après l'augmen-tation du nombre de radars routiers sur toute la décennie 2010. Elle en dit long aussi sur les positions sociales et les styles de vie des participants : défendre la « condition automobile », c'est se donner la possibilité de continuer de travailler sans amputer le fameux reste à vivre, pour ces « petits-moyens » très souvent mobiles dans le travail, et pas que pour consommer quotidienne-ment, mais aussi parfois endettés après avoir accédé à la propriété en marge des métropoles. Et cette condition de travailleurs (auto) mobiles, elle est bien consciente, quand certains GJ me disaient



que l'enjeu d'une opération péage gratuit, ou d'aveugler un radar routier, c'était bien de (leur) redonner du pouvoir d'achat. Et c'est ce qui est aussi très intéressant : d'étudier le rapport entre les lieux, entre les lieux de mobilisation et les lieux de résidence. Ainsi, on constate grâce à des traitements sous Système d'Information Géographique que pas moins de 90 % des GJ mobilisés sur les ronds-points résidaient à moins de 20 km de là à vol d'oiseau, et même 46 % à moins de 5 km. On a donc une mobilisation essentiellement tournée vers l'infrastructure économique routière, des flux, mais *dans le proche*. C'est d'abord une question d'accessibilité (temporelle et économique), mais c'est sans doute aussi un enjeu de « ré-assurance » pour ces GJ souvent primo-contestataires, et pour qui la connaissance des espaces investis peut être un préalable à l'engagement. C'est aussi bien sûr une question

« DÉFENDRE
LA « CONDITION
AUTOMOBILITAIRE »,
C'EST SE DONNER
LA POSSIBILITÉ
DE CONTINUER DE
TRAVAILLER SANS
AMPUTER LE FAMEUX
RESTE À VIVRE »



« PAS MOINS DE 90 %
DES GJ MOBILISÉS
SUR LES RONDS-POINTS
RÉSIDAIENT À MOINS
DE 20 KM DE LÀ »

d'organisation militante, puisque l'appel pour le 17 novembre 2018 permettait (et peut-être même encourageait) une mobilisation acéphale, partout où les personnes se reconnaissaient dans les mots d'ordre – qui pouvaient d'ailleurs eux-mêmes être relativement labiles localement, quoique toujours centrés sur la contrainte automobile et le pouvoir d'achat. Pas moins de 800 lieux étaient auto-renseignés sur le site « Blocage17novembre », lieux qui vont en fait être beaucoup plus nombreux puisque le Ministère de l'Intérieur en a compté près de 1 800. Cela tient au fait que nombre d'initiatives n'ont même pas été publicisées sur ce site, mais organisées sur les réseaux sociaux, Facebook en tête, voire grâce au bouche-à-oreille.

Au regard de ce maillage du territoire national extrêmement fin, et de cette proportion de 90 % de GJ mobilisés sur un rond-point à moins de 20 km de chez eux, se dessine une « politisation du

Actions annoncées pour le 17 novembre



proche » peut-être encore plus marqué que dans les mouvements sociaux les plus récents (Dechézelles & Olive). On la doit donc à l'organisation initialement acéphale, et même atomisée sur tout le territoire national du mouvement, mais aussi à un attachement des GJ à un espace de vie relativement circonscrit géographiquement

(et malgré des mobilités nombreuses donc). On peut en attester avec des sources qualitatives, des récits de vie notamment, mais on peut aussi l'établir avec un proxy qui me semble révélateur : une équipe de recherche autour de Pierre Boyer a pu montrer que 75 % des groupes Facebook de GJ, constitués donc parfois dès l'été 2018, avaient une étendue géographique d'échelle infra-départementale, et pour bonne part désignés par le nom d'une préfecture, d'une sous-préfecture, voire d'un chef-lieu de canton qui

« IL SE DESSINE
UNE « POLITISATION
DU PROCHE » PEUT-
ÊTRE ENCORE PLUS
MARQUÉ QUE DANS LES
MOUVEMENTS SOCIAUX
LES PLUS RÉCENTS »

Actions identifiées selon le Ministère de l'Intérieur

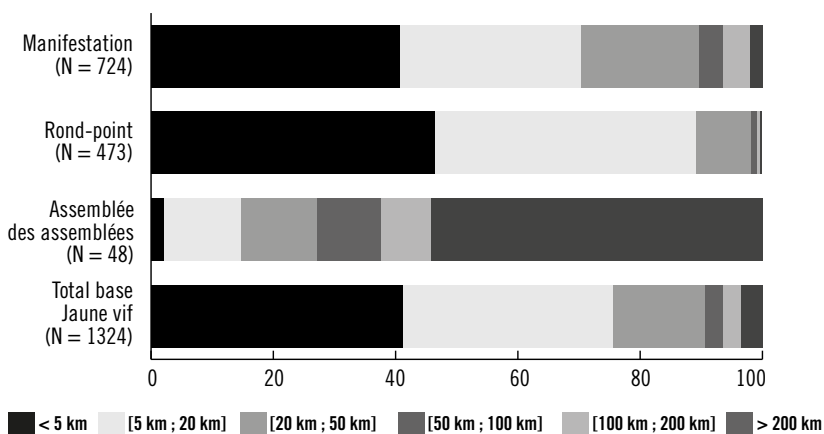


Sources : blocage17novembre.com, Ministère de l'Intérieur | réalisation : E. Walker

structurait cet espace. Les gens se sont mobilisés initialement dans le proche parce que c'était le plus signifiant pour eux.

Avec la politisation et la structuration progressive du mouvement, comme avec une première érosion des effectifs à compter de décembre, les GJ se sont ensuite déplacés de plus en plus pour investir les centres, sous la forme de manifestations ritualisées en actes.

Rapports entre lieux de résidence et de mobilisation par mode d'action



Source : base « Jaune vif » | réalisation É. Walker

Que dit le mouvement des Gilets jaunes des dynamiques de métropolisation? Quels rapports de domination entre les différents territoires de mobilisation? La rupture serait-elle consommée entre centres villes et périurbains?

Effectivement, c'est l'hypothèse qu'on est en droit de se poser, notamment du point de vue mobilitaire. D'un côté, en ville, en tous cas dans les plus grandes, on a la concentration d'emplois,

de services, y compris parfois de la gamme dite supérieure, et même nombre de logements neufs, nouvelles réglementations d'urbanisme obligent, de même qu'un réseau de transports collectifs bien maillé, précisément parce que la compacité assure un nombre d'usagers importants et donc la possibilité d'un certain équilibre financier. De l'autre, on a une relative rareté de l'emploi et pour cause, les entreprises ont depuis longtemps compris que les économies d'échelle et de production étaient souvent synonyme d'implantation urbaine. Mais aussi une rareté des services, logique comptable ou de marché oblige, avec les gares, les centres des impôts ou bien les cafés qui ferment jusqu'aux cabinets de médecin qui ne trouvent pas de repreneurs. Et enfin une rareté des transports en commun : mailler jusqu'aux couronnes périurbaines est déjà compliqué alors desservir jusqu'aux hameaux c'est clairement mission impossible. Sans aller jusqu'à ces extrémités, la délégation des TER aux régions a suscité des arbitrages politiques très différents d'une région à l'autre, et a donné lieu à des fréquences ferroviaires « à 2 vitesses » voire plus. Cela s'inscrit dans la continuité des réseaux de bus ou tram aux dessertes très inégales selon la couleur politique ou les moyens des intercommunalités, tandis que la SNCF oriente de plus en plus son modèle économique sur les Lignes à Grande Vitesse (LGV).

Ce sont là deux idéaux-types masquant un gradient de réalités, bien entendu, mais on comprend que dans le cas idéal-typique de territoires peu dynamiques économiquement, clairsemés en services et notamment en transport, la voiture, c'est presque une condition de survie.

Mais pour revenir sur ces habitants des métropoles, je ne suis pas sûr qu'il faille les opposer autrement qu'au niveau de leurs pratiques, notamment mobilitaires, aux périurbains. Ce que je veux dire, c'est qu'habiter dans les centres-villes, voire dans les banlieues, des grandes villes, c'est d'un côté potentiellement économiser sur les mobilités quotidiennes, mais au prix d'un coût du logement tendanciellement beaucoup plus élevé. Sur ce plan, périurbains et ruraux font plutôt, même s'il existe des îlots de gentrification rurale ou encore une forte pression foncière sur les premières couronnes périurbaines, des économies, tandis que leurs dépenses énergétiques s'envolent, qu'il s'agisse de l'essence ou du chauffage. Et quel même phénomène opère ici derrière ces travers respectifs ? La métropolisation. La concentration toujours

plus forte des capitaux matériels, financiers et humains au sein des villes les plus concurrentielles, ce qui rend difficile pour les uns l'accès au logement local (en tous cas pour ceux qui ont des ressources limitées) et pour les autres la possibilité de supporter un coût de plus en plus important pour rallier ces grandes villes, alors que logement et travail sont tous deux indispensables.

À quand une intervention publique pour réguler, ou du moins compenser, cette logique de marché délétère, aussi bien donc en matière de logement que d'accès à la mobilité et plus largement à l'emploi, et bien au-delà des timides plafonnements de loyers

« PLUS D'UN FRANÇAIS
SUR DEUX EST ÉLIGIBLE
AU LOGEMENT SOCIAL,
MAIS LE PARC NATIONAL
EN EST CONSTITUÉ
SEULEMENT À HAUTEUR
D'1/7E »

que quelques municipalités mettent en place, ou des chèques carburant ponctuellement alloués aux gros rouleurs? À quand une planification digne de ce nom du côté des logements aidés? Je rappelle ici que plus d'un Français sur deux est éligible au logement social, mais que le parc national en est constitué seulement à hauteur d'1/7^e environ, ou que les

communes assujetties à ces proportions et n'atteignant pas les 20 ou 25 % de logements sociaux sont souvent celles qui peuvent se permettre de payer les maigres amendes encourues. à quand un investissement massif pour rouvrir des lignes de proximité et augmenter les rotations du côté du chemin de fer, ou en matière de covoiturage? On saluera les récents 2 milliards d'investissement autour du vélo, mais à qui profiteront-ils, si ce n'est aux urbains ou banlieusards pour qui la distance à parcourir quotidiennement peut encore l'être à vélo? À quand, enfin, une réflexion publique sur la péréquation géographique, la relocalisation de l'emploi (depuis les services publics jusqu'aux entreprises privées) dans ces espaces périurbains ou infra-urbains (les petites villes), qui, du fait de la raréfaction structurelle de l'emploi local dans un contexte de métropolisation toujours plus exacerbé, se démarquent certes aujourd'hui par des mobilités individuelles exacerbées, mais qui pourraient aussi, demain, être le lieu de systèmes beaucoup plus intégrés et autonomes, que ce soit autour de la relocalisation de la production comme de la consommation énergétiques, alimentaires, industrielle, etc.? Je m'éloigne un peu de la question et des GJ, mais la métropolisation, que l'on peut considérer comme le résultat spatialisé de décennies de libéralisme économique, elle

est rejetée par nos deux idéaux-types de GJ, quoique pour des raisons sans doute différentes et avec des imputations causales en partie divergentes. Aussi bien du point de vue sociologique (il y a par exemple très peu de Cadres et Professions Intellectuelles Supérieures (CPIS) du privé dans les cortèges, de même que les électeurs d'E. Macron et plus largement du pôle libéral sont fortement sous-représentés dans le mouvement) que géographique (les lieux de résidence et même de travail des GJ ne sont jamais ou presque localisés dans les villes-centres des métropoles), ce mouvement, peu importe sa séquence considérée, se situe clairement « en négatif » de la métropolisation.

Au fil des mois de mobilisation, les lieux et la composition du mouvement ont changé. y a-t-il des liens entre les lieux de mobilisation et les revendications des personnes mobilisées ?

Pour répondre à la première partie de la question, oui, les lieux investis par les GJ ont progressivement changé : d'un ciblage initial de l'infrastructure économique et notamment routière, en marge des villes moyennes voire des petites villes, assez rapidement le mouvement investit les lieux du pouvoir et de la concentration des richesses au cœur des plus grandes villes à statut au moins préfectoral. Les GJ vont progressivement délaisser les ronds-points, d'autant avec leur démantèlement par les forces de l'ordre dès décembre parfois, pour aller investir d'abord les lieux de la consommation quotidienne tels que les centres commerciaux et les stations-service, lieux à enjeux mobilitaires et de pouvoir d'achat. Ils vont ensuite investir le tissu productif lui-même en visant les Zones Industrielles ou d'Activités, les dépôts pétroliers, les entrepôts logistique aussi, à la fois lieux stratégiques et emblématiques des rapports de travail. Et enfin, ils vont se tourner vers les lieux des pouvoirs constitués, et notamment de l'administration, pour créer plus directement le rapport de force. On se souvient de l'hôtel de préfecture du Puy-en-Velay ou du ministère de l'agriculture, mais il y a eu aussi,

« LA MÉTROPOLISATION, QUE L'ON PEUT CONSIDÉRER COMME LE RÉSULTAT SPATIALISÉ DE DÉCENNIES DE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE, ELLE EST REJETÉE PAR NOS DEUX IDÉAUX-TYPES DE GJ »

de manière moins médiatisée, de nombreuses actions au niveau des centres des impôts, des sièges des finances ou du Trésor publics, des cités administratives, de l'Urssaf, de Pôle Emploi, voire des écoles, des collèges, des mairies... Plus ponctuellement des permanences de députés sont ciblées, et même des gendarmeries, des commissariats et des tribunaux, au fur et à mesure de la répression du mouvement. On passe donc, dans l'espace, d'un cadrage très économique dans les périphéries productives (ce qui fait écho aux demandes orientées vers le pouvoir d'achat ou la reconnaissance du travail, autour d'une « moralisation de l'économie ») à un cadrage beaucoup plus politique et institutionnel dans les centres concentrant les pouvoirs régaliens et les richesses.

« ON PASSE DONC, DANS L'ESPACE, D'UN CADRAGE TRÈS ÉCONOMIQUE DANS LES PÉRIPHÉRIES PRODUCTIVES À UN CADRAGE BEAUCOUP PLUS POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL DANS LES CENTRES CONCENTRANT LES POUVOIRS RÉGALIENS ET LES RICHESSES »

Cette évolution témoigne d'une volonté de constituer un véritable rapport de force avec un gouvernement qui n'accède pas aux demandes et réprime. Un chiffre pour illustrer cela : d'un quart environ lors de l'acte initial, on passe à $\frac{3}{4}$ des actions qui se sont déroulées dans une commune à statut au moins

sous-préfectoral lors de l'acte XVI, le 2 mars 2019, avec une progression assez linéaire.

Sur le rapport, maintenant, entre cette évolution des lieux investis et celle de la sociologie des participants et de leurs revendications : oui, il y a bien un lien. Je dirais même que l'évolution de la participation et des cadrages se fait *dans*, mais peut-être aussi *par* l'espace. On a différents travaux qui attestent que cette centralisation progressive des actions a entraîné les premiers GJ à se sociabiliser avec des militants historiquement plus implantés et plus familiers de ces lieux centraux régaliens, riches et donc stratégiques (aussi bien pour les gouvernants que pour l'opinion), qu'ils s'approprient depuis des décennies. Or ces militants avaient aussi leurs cadrages à eux, leur manière de lire notre société et les pouvoirs qui la (re)produisent, notamment au prisme des inégalités, avec une lecture anticapitaliste et un rapport à la représentation politique souvent plus défiant, depuis la demande d'une nouvelle constitution jusqu'à l'autonomie politique. Ils ont

une vision selon laquelle l'engagement citoyen ne se résume pas au vote mais doit s'exprimer aussi par d'autres moyens, moins conventionnels voire sans intermédiation, mais aussi dans d'autres registres, comme dans le champ professionnel ou environnemental, voire autour des rapports sociaux de sexe, de race, humains/non-humains, etc. Ces socialisations croisées ont amené nombre d'évolutions en termes de modes d'action (durcissement voire illégalisation du répertoire) et de revendications (élargissement voire « gauchisation » des causes), aussi dans le but de rallier d'autres militants tandis que les effectifs s'érodaient. On a ainsi vu des convergences ponctuelles entre GJ et lycéens, ou soignants touchés par la fermeture d'équipements publics, mais aussi avec le Mouvement Climat, ou les forces syndicales.

Quelles différences sociologiques selon les lieux et modes d'action ?

On est d'un côté sur une extraction populaire plus ou moins stabilisée, voire une classe moyenne précarisée qui est surreprésentée dans le périurbain éloigné et les petites villes du côté des « premiers » GJ mobilisés notamment sur les ronds-points. Du côté des manifestations, on est plutôt sur une classe moyenne stabilisée avec des professions intermédiaires et notamment des enseignants par exemple. Dans le cas des « premiers » GJ et pour faire écho aux sujets évoqués précédemment, on a notamment pu documenter avec l'enquête par questionnaire ex-bas-normande² la surreprésentation des 40-64 ans, des très mobiles (un gros quart des répondants fait 250 km au moins/semaine ; seulement 6 % ne sont pas motorisés et la moitié l'est doublement), des propriétaires avec un prêt en cours mais aussi des locataires HLM, aux revenus assez composites mais parfois très précaires, et non sans lien, des retraités, employés et chômeurs, mais en fait avant tout des artisans, commerçants et chefs d'entreprises, et des ouvriers. Et parmi ceux-là, beaucoup d'indépendants de la construction, de salariés de la logistique, de chauffeurs, côté masculin, de travailleuses du *care*, des « fonctions support » et du commerce, côté féminin. Autant de mondes populaires particulièrement concernés par les fins de mois difficiles, notamment du fait de la charge automobile et de l'emploi occupé, voire de la volonté d'accéder à un

2 Voir notamment : atlas-social-de-caen.fr/index.php?id=1065

logement individuel par le biais de la propriété, fût-ce au prix de l'endettement.

Si on entend « différences sociologiques » aussi du point de vue de la sociologie politique, alors là aussi

il y en a. C'est d'abord l'expérience militante qui divise les participants selon les lieux et modes d'action : on a pu estimer à entre 40 à 45 % la part de primo-contestataires (ceux n'ayant jamais connu d'engagement militant auparavant) parmi les GJ mobilisés sur les ronds-points et notamment au début, alors que passée la circonspection du début, on a eu progressivement un ralliement de militants plus chevronnés, que ce soient des syndicalistes, des militants associatifs ou des autonomes. Différentes logiques peuvent expliquer cet engagement « en décalé » des militants et instances traditionnels du mouvement social. On a d'abord une logique réputationnelle, avec l'idée selon laquelle le mouvement avait été initié par l'extrême-droite qui a beaucoup circulé dans les réseaux militants en novembre, et qui a agi tel un repoussoir dans ces cercles. On a aussi une logique organisationnelle : alors que les syndicats constituent l'instance traditionnelle du mouvement social en France, ils ont été ici pris de court par une organisation jaune décentralisée via les réseaux sociaux, et même en grande partie opposée à tout rapprochement avec les syndicats (le mouvement se voulait non seulement « apolitique », mais aussi « apolitique » dans le sens où seule la figure du citoyen, déliée de toute appartenance collective, était plébiscitée). Résultat des courses, les centrales syndicales ont été très tardives à appeler à rejoindre le mouvement : à l'acte II, seul Force Ouvrière Transports l'avait fait, tandis que les centrales comme Solidaires l'ont fait un peu après, et la CGT, encore plus tardivement. Cela dit, on a pu retracer le fait que beaucoup de syndicalistes s'étaient engagés dans le mouvement assez rapidement, mais sans drapeau ni bannière, voire en taisant leur engagement syndical, sans doute pour se faire davantage accepter dans ce mouvement « citoyen » donc.

« BEAUCOUP DE SYNDICALISTES S'ÉTAIENT ENGAGÉS DANS LE MOUVEMENT ASSEZ RAPIDEMENT, MAIS SANS DRAPEAU NI BANNIÈRE, VOIRE EN TAISANT LEUR ENGAGEMENT SYNDICAL »

Une dernière hypothèse, plus géographique et liée aux espaces de vie, peut être posée : le fait que les espaces de vie de ces militants expérimentés et socialisés à gauche soient majoritairement

urbains et même métropolitains a sans doute œuvré dans le sens qu'ils ne sont pas tant sentis concernés par les problématiques mobilisatrices d'où est parti le mouvement, au-delà du fait que la première politisation qui en était faite, anti-austéritaire et anti-fiscale, ne convenait pas tant à leur cadrage politique local.

Il y a aussi des clivages du point de vue du rapport à la politique, et notamment des préférences électorales et partant, idéologiques. Plusieurs études montrent ainsi le sur-vote à gauche voire à gauche de la gauche chez les GJ manifestants ralliés, ainsi que le sur-vote à l'extrême gauche mais aussi à l'extrême-droite, chez les « premiers » GJ des ronds-points.

Comment s'est déroulée la rencontre entre les premiers mobilisés et les nouveaux venus, plus urbains, au cours de la mobilisation ?

Je dirai qu'on a déjà, structurellement, des zones de convergence, d'accords en tous cas, possibles entre nos deux idéaux-types. D'abord, et pour reprendre la théorie de Simmel, ils sont tous deux dominés dans les logiques de métropolisation, comme je le disais précédemment, et plus explicitement et consciemment, ils assument tous deux d'être en conflit avec « Emmanuel Macron et son monde » comme on dit maintenant : cet antagonisme partagé les place sur une pente de potentiel rapprochement. Ce qui se traduit par exemple par une certaine défiance vis-à-vis de la représentation politique actuelle, et non sans lien, mais sans pour autant se limiter à ça, dans un vote protestataire, bien commun, mais pour autant polarisé. En effet, ils ne s'accordent pas toujours sur la lecture des politiques ordo-libérales à l'œuvre : des travaux ont montré que les rapports à l'État et à la représentation, au travail et aux prestations sociales, et surtout à l'immigration, sont relativement divergents, et potentiellement facteurs de désunion.

Pour ce qui est de documenter comment concrètement, ces points de convergence ou ces désalignements idéologiques ont pu donner lieu, ou non, à des convergences réelles, là, seules les études qualitatives mobilisant des entretiens croisés ou des observations ethnographiques

« ILS ASSUMENT TOUS
DEUX D'ÊTRE EN CONFLIT
AVEC « EMMANUEL MACRON
ET SON MONDE » »

« BON NOMBRE DE GJ SE SONT AINSI ENGAGÉS DANS LES LUTTES ANTI-PASSE SANITAIRE, OU PLUS RÉCEMMENT CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES, EN RÉACTIVANT LEURS RÉSEAUX, MAIS AUSSI LEURS SAVOIR-FAIRE »

peuvent le documenter. Et force est de constater que celles-ci n'ont pas été sans accroc. Dans le cas qui m'occupe, dans l'Orne, département rural, désindustrialisé et vieillissant de l'Ouest français, elles ont donné lieu aussi bien à des rejets (moins des personnes que des nouveaux cadrages ou des modes d'actions qu'elles proposaient) qu'à

des changements de comportements. Ainsi, certains GJ rencontrés en sont arrivés, au cours ou à l'issue de leur engagement en jaune, à accepter de quitter momentanément le rond-point pour « monter » à Caen, Rouen ou Paris ; à se dire que les forces de l'ordre, ce n'était pas seulement les gendarmes départementaux avec qui on avait pu boire le café sur le rond-point, mais aussi la répression parfois aveugle dans les grandes villes ; à réaliser qu'au-delà du contrôle des représentants politiques, à travers le Référendum d'Initiative Citoyenne notamment, il y avait d'autres formes d'organisation sociale possibles, plus horizontales et directes ; à se dire qu'il y avait d'autres dominations que salariales, etc. En tous cas, et malgré quelques évitements (rester dans le mouvement mais en se regroupant sur un rond-point « entre-soi »), on a eu une forte politisation des participants initiaux, qui, s'ils n'ont pas toujours amendé leurs cadrages et leurs pratiques militantes, sont maintenant au fait qu'il en existe d'autres, qui sont aussi capables dorénavant de les situer politiquement, et qui sont aussi capables de les réinvestir à l'occasion de nouvelles séquences et autour de nouvelles causes politiques. Bon nombre de GJ se sont ainsi engagés dans les luttes anti-passe sanitaire, ou plus récemment contre la réforme des retraites, en réactivant leurs réseaux, mais aussi leurs savoir-faire. Et c'est là, symétriquement, qu'on s'aperçoit aussi de ce que le mouvement des GJ a fait aux militants plus traditionnels du mouvement social : je pense à ce rond-point alençonnais où une pancarte avec écrit « les Gilets jaunes avaient raison » était plantée en mars dernier par des militants syndicaux. Ou encore à ceux qui, à Caen, bloquaient à quelques-uns seulement avec des palettes, en partie fatigués des manifestations centrales que le gouvernement n'écoute pas, et qui miment clairement des premiers GJ. Et puis on a pu observer

à une échelle plus large que la géographie de la « contestation retraites », en tous cas dans sa phase la plus récente, c'est-à-dire lorsque l'enjeu démocratique autour de la légitimité du 49.3 s'est ajouté à celui du travail, ou plutôt de l'équité face au temps travaillé, était une géographie plutôt acéphale, et touchant jusqu'aux petites villes, c'est-à-dire une géographie tirant vers celle du mouvement des GJ du début. De nouveau, cette hypothèse d'un certain rapprochement entre fractions populaires plus ou moins stabilisées et politisées jusque-là de manière presque irréconciliable, aussi parce que socialisées dans des espaces variés, mais toutes deux opposées au bloc ordo-libéral en place, revient...

Vous avez mené votre enquête dans une période qui a connu de grands succès de librairies sur le thème de la France périphérique (Christophe Guilluy) ou de l'Archipel Français (Jérôme Fourquet). Quel rapport entretenez-vous à ces contributions à forte visibilité ?

Je trouve cela toujours intéressant de lire l'inégale répartition du capital et de tout ce qui s'ensuit dans notre société sous le prisme de l'espace (division sociale de l'espace). C'est une idée développée d'ailleurs par David Harvey et d'autres géographes et penseurs marxistes, cette idée « d'urbanisation du capital » : l'urbanisation, la métropolisation on dirait surtout maintenant, serait en quelque sorte le résultat mais peut-être aussi la condition de l'accumulation capitaliste – mais ce n'est pas tant l'ancrage théorique dans lequel s'inscrit Guilluy, c'est peu de le dire. Surtout, inférer ensuite, en creux, que les « périphéries » en sont dépourvues, et même privées, c'est pêcher d'abord deux fois par homogénéisation. Car ces périphéries, les espaces ruraux et même périurbains, sont en fait assez divers économiquement, sociologiquement, et même politiquement, comme le sont d'ailleurs les métropoles. Il existe en effet, et nombre de détracteurs de Christophe Guilluy l'ont bien montré, des enclaves très pauvres au sein des grandes villes françaises (ce que Christophe Guilluy posait pourtant d'ailleurs avec Christophe Noyé dans leur « Atlas des nouvelles fractures sociales en France » en

« JE TROUVE CELA TOUJOURS
INTÉRESSANT DE LIRE L'INÉGALE
RÉPARTITION DU CAPITAL ET DE
TOUT CE QUI S'ENSUIT DANS
NOTRE SOCIÉTÉ SOUS LE PRISME
DE L'ESPACE »

2004), et en fait bien plus pauvres, en moyenne, que ces périphéries rurales et périurbaines. Donc du côté de Christophe Guilluy, il y a, me semble-t-il, une généralisation abusive, un raccourci qui permet d'obtenir un

« CES PÉRIPHÉRIES, LES ESPACES RURAUX ET MÊME PÉRIURBAINS, SONT EN FAIT ASSEZ DIVERS ÉCONOMIQUEMENT, SOCIOLOGIQUEMENT, ET MÊME POLITIQUEMENT, COMME LE SONT D'AILLEURS LES MÉTROPOLIS. »

modèle binaire un peu simpliste et qui n'est peut-être pas sans lien avec son succès dans les librairies et les médias *mainstream*. Là où son analyse me pose clairement problème, c'est non plus sur l'insécurité économique (indifférenciée donc, mais quand bien même elle serait objectivable, elle n'en serait pas nécessairement vécue d'ailleurs), mais sur une insécurité aussi culturelle de cette France périphérique, thèse déjà ancienne mais qui revient dans son dernier ouvrage "Les Dépossédés". Je serais d'abord curieux de voir sur quoi se base Christophe Guilluy pour avancer ce constat. Autant, objectiver des revenus, du capital, des emplois, des services, etc., et en tirer une différenciation géographique, c'est tout à fait possible. Autant, objectiver cette insécurité culturelle, cela me semble assez fumeux, même en mobilisant des proxy, tels que le vote, dont on sait en sociologie politique et notamment électorale qu'il renvoie à bien d'autres logiques. Mais surtout, le fait de la prêter sous la forme d'un projet dûment planifié, à une élite (au passage là encore homogénéisée presque magiquement) autour de la volonté d'instituer coûte que coûte un ordre libéral multiculturel, là, on tombe presque dans la théorie du complot, d'autant là encore, que côté empirique, ça pêche sacrément. Mais au-delà de ça, sur un plan plus politique, une telle assertion ouvre un boulevard au populisme d'extrême-droite et à son développement dans ces territoires, qui n'ont entre guillemets pas besoin de ça depuis la percée du Rassemblement National voire d'Éric Zemmour entre 2017 et 2022. Comme l'écrivait Éric Charmes, l'œuvre de Guilluy me semble « plus idéologique que scientifique ». Il y a sûrement bien d'autres issues possibles que le repli identitaire pour ces territoires à l'écart des dynamiques métropolitaines, et comme je l'esquissais précédemment, relocalisation énergétique, alimentaire, industrielle ou autre ne rime pas nécessairement avec entre-soi, loin s'en faut.

Dans le cas de Jérôme Fourquet, on lui doit notamment une des premières approches « écologiques » des GJ avec Sylvain Manternach, ou le fait de resituer à plusieurs occasions l'émergence du mouvement dans la France post-désindustrialisation

« IL Y A SÛREMENT BIEN D'AUTRES ISSUES POSSIBLES QUE LE REPLI IDENTITAIRE POUR CES TERRITOIRES À L'ÉCART DES DYNAMIQUES MÉTROPOLITAINES »

et selon des perspectives croisées aussi bien démographique, économique, socioprofessionnelle, que culturelle et politique, saisies notamment dans leur dimension spatiale (*La France sous nos yeux*, avec Jean-Laurent Cassely, qui reprend d'ailleurs pas mal de thèmes de *L'Archipel Français* paru quelques temps avant). Là encore, je me pose des questions sur l'empirie (moins que pour Guilluy ou Todt, cependant), ou plutôt sur ce qu'on lui fait dire, avec des oppositions de nouveau parfois un peu simplistes, voir spatialistes, telles "gagnants vs perdants de la mondialisation", d'ailleurs empruntée à Guilluy ou "*somewhere vs. anywhere*" empruntée à David Goodhart, mais qui, mais qui ont néanmoins le mérite de soulever des logiques explicatives peut-être un peu négligées par rapport aux variables sociologiques « lourdes » comme l'éloignement des logiques de métropolisation ou l'ancrage géographique et d'être produites rapidement, presque « à chaud ». Je pense que des travaux de plus long court, venant nuancer et même critiquer ce type de travaux, tels ceux que de nombreux universitaires conduisent quotidiennement, avec leur moyens limités et leur charge de travail importante quoiqu'on en dise, doivent continuer et être au moins autant publicisés. Même s'ils demandent un coût d'entrée plus important en étant souvent différés, plus longs, mais plus nuancés. Autant parce que la réalité est complexe, que parce que si l'enjeu de la science est de servir le plus grand nombre, le piège c'est de penser que ce plus grand nombre se satisfait et bénéficie d'une analyse parfois simplificatrice, ce dont je doute. Je suis sans doute naïf, mais peut-être qu'une partie des lecteurs de Christophe Guilluy et Jérôme Fourquet (et au moins les plus dotés sociologiquement) ne s'y arrêtent pas, et vont ensuite lire des études plus poussées. Je l'espère en tous cas. Et c'est notre boulot de contribuer à ce qu'ils le fassent. Quant aux représentants politiques servant publiquement et sans précautions les modèles binaires pour flatter certains électeurs et leurs fins politiques, là, c'est bien plus problématique, mais la responsabilité leur revient davantage qu'aux analystes les ayant produits me semble-t-il.